

M. Malépart: Monsieur le Président, 55 millions, vous avez raison de dire: pour les allocations familiales. Si on n'avait pas eu cette gaffe . . . Si le gouvernement n'avait pas fait l'erreur. Si le gouvernement avait écouté les présidents des banques, il aurait dit: Un instant! Avant d'avancer une somme de 250 millions de dollars, on va retenir les services d'experts des institutions bancaires, on va vérifier. Aujourd'hui, le ministre ne serait pas obligé de déposer une motion de clôture pour avoir honte, pour ne pas que nous parlions du sujet, parce que ce sont deux scandales. Un milliard pour les riches, et on coupe une somme de 55 millions de dollars sur les familles à moyen et faible revenus, monsieur le Président.

Il y avait un article de journal, monsieur le Président . . .

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie. Je crois avoir été très patient. Je suis certain que le député de même que le whip du parti libéral et le leader suppléant comprennent ce que signifie la pertinence. Je pense que la présidence s'est montrée compréhensive, et j'invite le député à s'en tenir aux difficultés d'une institution bancaire, précisément la Norbanque. J'espère qu'il tiendra compte de mon avertissement.

M. Cassidy: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'écoutais le député avec attention. Il nous parlait des priorités de dépense du gouvernement . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie. Il appartient à la présidence d'en juger, et si le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) veut prendre la parole, je vais l'écouter lui aussi.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, justement je parlais, à savoir: Qu'est-ce que ça va coûter aux contribuables? C'est l'argent de tous les contribuables, monsieur le Président, ce n'est pas l'argent du parti conservateur qui sera utilisé pour les deux institutions bancaires, la Norbanque et celle dans l'Ouest du pays. C'est l'argent des poches des contribuables, dans votre circonscription, dans ma circonscription qui n'ont rien à foutre avec cette institution bancaire et vous voudriez, et tout le monde voudrait qu'on ne parle pas de cela, qu'on parle seulement de la mauvaise administration de ces institutions financières-là.

Est-ce que le président de banque de cette institution bancaire, la Norbanque et de l'autre institution bancaire de l'Ouest qui est en faillite, est-ce que ces gens-là vont exprimer le pourquoi, est-ce que ces gens-là vont pouvoir nous dire, comme le président de la Banque Toronto-Dominion qui disait . . . et je pense qu'on devrait retenir sa suggestion: Que toute personne, corporation, que toutes ces personnes-là qui accepteront de recevoir une subvention—c'est une subvention et c'est l'argent des contribuables—pour tous les épargnants en haut de \$60,000 devraient dévoiler leur nom. Et que tous ceux et celles qui ne veulent pas que leur nom soit pas dévoilé, ils n'ont simplement qu'à refuser la subvention gouvernementale.

Article 31 du Règlement

Monsieur le Président, il s'agit de la somme d'un milliard de dollars de tous les contribuables à la grandeur du pays, seulement pour une petite «clique», une petite «gang» qui ont ces \$60,000 et plus.

Je pense qu'il est important afin d'éclairer la population, et même ce soir il y en a peut-être très peu qui nous écoutent, mais pour éclairer la population . . . Qu'est-ce qu'on aurait pu faire avec ce milliard de dollars si ce gouvernement on le laisse faire à «garocher» l'argent à l'eau, avec ce milliard de dollars, qui sera perdu à cause des erreurs du gouvernement conservateur, contrairement à ce que mon collègue le député de LaSalle (M. Lanthier) a essayé de nous faire croire en disant que c'était à cause de la politique de l'énergie.

Monsieur le Président, l'erreur a été faite lorsque ce gouvernement n'a pas dit tout ce qu'il savait; lorsque ce gouvernement, d'une façon incompétente, d'une façon inacceptable a décidé sans connaître si les deux institutions bancaires en question pouvaient survivre. Sans connaître les chiffres, ils ont avancé la somme de 250 millions de dollars et ont forcé les autres institutions bancaires à s'impliquer dans ce supposé sauvetage.

Monsieur le Président, au Québec on a connu cela. Au Québec on a connu les caisses d'entraide. Mais au Québec on avait un gouvernement responsable, même si ce n'était pas mon parti, car c'était le Parti québécois. Au Québec, le ministre des Finances du temps, M. Parizeau, nous avions la même situation . . . Il a réuni les gens de l'institution bancaire et le ministre des Finances, pas en catimini, pas en cachette, pas en cachant tout, afin de sauver l'image du premier ministre, pas avec un «kid caméra» et pas avec un «kid Kodak» comme nous avons un ici . . . mais avec des gens responsables, avec une comptabilité et des chiffres, et le succès a été de sauver les épargnants. Mais cela n'a pas été de prendre l'argent des contribuables sans examiner la comptabilité. Ce furent des gens responsables!

Et je dis, monsieur le Président, que c'est un parti que j'ai combattu, c'est le Parti québécois. Mais chapeau bas, ils ont démontré . . . Et là, le gouvernement fédéral décide d'arriver et d'aller sauver sans connaître, prendre l'argent des contribuables comme cela. Bien, monsieur le Président, il faut mentionner qui va payer pour cela. Je mentionnais que c'étaient les familles avec enfants qui vont payer. Et c'est mon devoir de le mentionner. Je comprends . . . il n'y a plus de député conservateur ici, monsieur le Président! Ils sont tous partis, ils sont tous absents.

Monsieur le Président, je comprends que ces gens-là ne veulent pas en entendre parler, si j'étais à leur place, j'aurais honte, parce que c'est scandaleux. Mais, c'est notre devoir de dénoncer cela. Si on regarde tout ce qui est arrivé . . . Quand on est rendu au point qu'un gouvernement accepte, pour sauver des supposés amis, une compagnie, mettre sur le marché du poisson avarié, bien, monsieur le Président, il faut être deux fois plus prudent, parce qu'on peut s'attendre à peu près à tout de ce gouvernement. Cela fait combien de fois . . . J'en ai réveillé un, monsieur le Président . . .